

**DATE**

Genève, le 31 janvier 2024

**RÉFÉRENCE**

DG/ma

**PAR EMAIL**

[m@bakom.admin.ch](mailto:m@bakom.admin.ch)

**SUJET**

SRG SSR

**OFCOM**

Zukunftstrasse 44

PO Box

2501 Bienne

Suisse

Mesdames, Messieurs,

Je vous écris au nom de l'Union Européenne de Radio-Télévision (UER), la plus grande alliance de médias de service public dans le monde, dont le siège se trouve à Genève. Nous défendons les intérêts d'organismes de radiodiffusion en Europe et ailleurs et nous mettons tout en œuvre pour assurer un avenir pérenne aux médias de service public. Nous les aidons également à mettre en lumière les bienfaits qu'ils procurent à la société.

L'on ne soulignera jamais assez l'importance que revêt aujourd'hui le service public audiovisuel, inlassable défenseur des valeurs démocratiques. Les divisions se creusent, les défis technologiques s'accroissent et dans ce contexte, il sera de plus en plus difficile de faire émerger la « vérité ». Selon le Forum économique mondial, la désinformation et les fausses nouvelles font partie des principaux risques auxquels la société est actuellement confrontée, l'intelligence artificielle étant de surcroît vouée à poser des défis plus importants encore.

Face à un scénario de cette nature, les entreprises audiovisuelles publiques telles que la SRG SSR endossent un rôle crucial, tout particulièrement dans un pays comme la Suisse, qui est connue pour son profond attachement à la gouvernance participative.

Les coupes budgétaires proposées mettraient à mal la SRG SSR et fragiliseraient sa capacité à fournir aux citoyennes et citoyens suisses des informations dignes de confiance et des contenus locaux de qualité.

Or, c'est justement son mécanisme de financement qui est la cheville ouvrière des valeurs fondamentales du service public audiovisuel, mécanisme qui repose lui-même sur les principes de stabilité, d'indépendance, de transparence et d'équité. La redevance des ménages est un système qui a fait ses preuves dans un grand nombre d'autres pays européens et qui cadre parfaitement avec ces principes.

C'est donc avec une inquiétude croissante que nous voyons le montant de cette redevance diminuer, partout en Europe. Mais c'est en Suisse que ce recul est le plus prononcé : depuis 2018, elle a en effet chuté de 25,7 %. Et si l'on tient compte de l'inflation, cette diminution est encore plus préoccupante.

Il est primordial, pour une entreprise média, de pouvoir compter sur un financement stable et approprié, une nécessité que reconnaissent d'ailleurs plusieurs instruments juridiques internationaux. Nos propres travaux de recherche démontrent invariablement que des médias de

service public correctement financés obtiennent de meilleurs résultats. Pour pouvoir capter l'attention d'une large audience et répondre à ses attentes, ils doivent donc être correctement financés.

Ces cinq dernières années, la SRG SSR a déjà dû réaliser d'importantes économies pour compenser l'insuffisance des fonds qui lui sont alloués. De nouvelles réductions auraient de lourdes conséquences sur sa stratégie en matière de programmes et ses dépenses en contenu.

Réduire le financement des médias de service public limitera inévitablement leur portée, ce qui entraînera des répercussions sociales et politiques négatives. L'audience télévisée ne peut en aucun cas augmenter si les dépenses en contenu diminuent.

Les médias de service public sont une source indispensable de contenus de qualité et d'informations dignes de confiance. Ils font entendre une pluralité de voix et d'opinions qui est indissociable d'une démocratie prospère et dynamique. Non seulement les réductions de la redevance média proposées nuiraient à la qualité et la variété des contenus, mais elles fragiliseraient également l'un des piliers sur lesquels repose toute société démocratique stable et solide : l'accès à une information fiable et pluraliste.

Les médias de service public sont aussi des catalyseurs de l'industrie audiovisuelle, car ils soutiennent la réalisation de productions nationales indépendantes qu'ils contribuent également à promouvoir. Ce faisant, ils réussissent à attirer de nouveaux investissements et participent dans une large mesure à la croissance économique du secteur. Toute réduction du budget alloué au contenu affaiblirait les médias de service public et aurait de graves répercussions sur l'ensemble de l'industrie audiovisuelle. À terme, c'est la santé économique du pays tout entier qui en pâtirait. Dans ce contexte, il faut de surcroît garder à l'esprit qu'en Suisse, la redevance des ménages profite aussi directement à un grand nombre d'autres bénéficiaires, qui subiraient eux aussi les conséquences des réductions proposées.

La SRG SSR est confrontée à des défis particuliers, étant notamment tenue de proposer une offre nationale en quatre langues. Or elle dispose de moins de moyens que les entreprises audiovisuelles publiques d'autres pays pour accomplir un mandat très large. Les spécificités de la Suisse, notamment sa diversité linguistique et son niveau de vie élevé, exigent une approche différente vis-à-vis du financement des médias de service public. Il est impératif de reconnaître la nécessité de maintenir une redevance média suffisante, ne serait-ce que pour préserver l'intégrité et l'efficacité d'un service public audiovisuel chargé d'un mandat de prestations particulièrement complexe, dans le contexte linguistique propre à la Suisse.

Autre inquiétude majeure : la redevance des ménages n'est pas régulièrement ajustée en fonction de l'inflation en Suisse, ce qui se traduit par une diminution en temps réel des moyens budgétaires, de plus de 30 % depuis son introduction en 2019, et pose de grandes difficultés aux médias de service public dans un contexte de hausse des prix. Or pour continuer à assumer pleinement la mission qui lui est dévolue, et remplir ses obligations à l'égard de la société, le service public audiovisuel doit pouvoir compter sur un modèle de financement qui tienne compte des réalités économiques.

À la lumière des éléments qui précèdent, l'UER estime que la proposition de réduction de la redevance des ménages ne constitue en aucun cas une solution viable. Nous demandons donc instamment au Conseil fédéral de reconsidérer sa proposition, afin de préserver le dynamisme et

l'indépendance de la SRG SSR. Maintenir le financement du service public audiovisuel, c'est en effet investir dans le tissu culturel et démocratique de la Suisse.

En faisant du financement des médias de service public une priorité, et en préservant le budget qui leur est alloué, la Suisse continuera de donner l'exemple et ses citoyennes et citoyens auront toujours accès à une information digne de confiance et à un large éventail d'opinions - autant d'éléments indispensables à l'existence d'une démocratie solide et résiliente.

En conclusion, nous exhortons le Conseil fédéral à reconnaître les lourdes conséquences qu'entraîneraient, pour le service public audiovisuel, les réductions budgétaires proposées. Réaffirmons collectivement notre attachement aux principes qui définissent et incarnent la Suisse depuis toujours, notamment la transparence et l'indépendance. Un idéal démocratique que le service public audiovisuel n'a de cesse de défendre. Le dynamisme de la démocratie suisse ne vient pas uniquement de ses institutions, mais également du soutien indéfectible qu'elle apporte à ses médias de service public, véritables garants de la vérité.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à nos préoccupations, nous vous prions d'agréer Mesdames, Messieurs, nos meilleures salutations.



Noel Curran  
Directeur Général